

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-FARC-s-est-declare-prets-a-commencer-l-echange-des-otages>

Les FARC s'est déclaré prêts à commencer l'échange des otages.

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mardi 10 octobre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Bogota, le lundi 09 octobre 2006

La guérilla des FARC s'est déclaré prête, lundi, à procéder à la libération des otages contre celle des rebelles détenus mais refuse, comme l'exige le gouvernement colombien, de désarmer ses hommes dans la zone d'échange, les municipalités de Florida et Pradera (sud-ouest).

Les guérilleros, chargés de vérifier sur le terrain la démilitarisation promise par le président colombien Alvaro Uribe pour permettre un échange, « sont en poste », signale un communiqué des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) sur internet.

« Ils n'attendent plus que le décret présidentiel et le retrait de la force publique pour débiter leur mission », ajoute la guérilla dans ce communiqué daté du 5 octobre mais diffusé seulement lundi.

« Etant les FARC, une organisation élevée par les armes et en l'absence de tout accord de paix avec le gouvernement, nos représentants assureront une présence armée et compteront sur leurs propres dispositifs de sécurité », avertit le communiqué.

Dans ce texte intitulé « La Colombie toute entière réclame des sorties politiques », les FARC soulignent que « la parole est au gouvernement », appelant le président Uribe à préciser s'il assimile la guérilla à une « organisation armée en lutte contre l'État » ou à des « terroristes ».

La guérilla, la plus grande du pays, réclame la libération de 500 rebelles détenus contre celle de 58 otages, personnalités politiques et militaires, dont trois Américains et la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, ex-candidate des Verts à l'élection présidentielle enlevée le 23 février 2002.

Situées à 41 et 46 kilomètres de Cali, capitale du département de Valle del Cauca et troisième ville du pays, les municipalités de Florida et Pradera, dont les FARC ont toujours exigé la démilitarisation, sont enclavées dans la cordillère centrale où elles constituent un couloir d'approvisionnement stratégique.

Les FARC, qui comptent 17.000 combattants, mènent depuis quatre ans des négociations via les médias et l'opinion publique avec le président Alvaro Uribe, réélu le 28 mai, sans parvenir à se mettre d'accord sur les modalités d'un échange.

Le chef d'État colombien, qui a proposé une démilitarisation le 27 septembre, a mandaté son Haut commissaire pour la paix, Luis Carlos Restrepo, pour trouver un accord dans « une zone de rencontre », non définie et pendant un temps réduit, à la condition que les FARC suspendent leurs opérations armées.